

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.194/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Simplification administrative, le 10 août 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 2 octobre 2006^(*), sur un avant-projet de loi "instaurant le Code des droits et taxes divers suite à l'abrogation du Code des droits de timbre et la modification du Code des taxes assimilées au timbre et les articles de loi qui en renvoient au Code civil, le Code judiciaire, le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, la loi portant création d'une Banque-Carrefour des entreprises et la loi relative à certains actes de l'état civil dressés en dehors du Royaume", a donné le 25 septembre 2006 l'avis suivant :

^(*) Par une télécopie du 22 août 2006.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Examen de l'avant-projet

Observation générale sur la version française de l'avant-projet

La version française de l'avant-projet contient de nombreuses approximations, voire inexactitudes. À titre d'exemples, les erreurs suivantes peuvent être relevées :

- à l'article 5 du Code des droits et taxes divers, en projet, les mots "prélèvement forfaitaire global" sont utilisés à tort pour rendre le mot néerlandais "recht", rendu ailleurs dans le texte français par le mot "droit";
- l'intitulé du Chapitre V, qui est en néerlandais "Wijzigingen in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten" est rendu erronément en français par "Modifications au Code des droits d'enregistrement dans les lois fiscales";
- dans l'exposé des motifs, à la page 13, dans le commentaire de l'article 211, les mots "testament en toekomstige schenkingen" sont rendus par "testament ou dons futurs".

Le texte de la version française de l'avant-projet devra être très soigneusement revu, tant en ce qui concerne l'avant-projet de loi que l'exposé des motifs. La version française devra notamment être alignée sur le vocabulaire utilisé dans des dispositions similaires existant déjà dans des textes antérieurs ¹.

⁽¹⁾ Pour ne prendre qu'un exemple, le texte français de l'article 12, alinéa 2, du Code des droits et taxes divers, en projet, devra être aligné sur celui de l'article 29 du Code des droits de timbre, que l'avant-projet abroge.

De plus, il convient d'écrire "Livre I^{er}, Chapitre I^{er}, article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}", et non "Livre I, Chapitre I, article 1, paragraphe 1, alinéa 1".

Dispositif

Intitulé

De l'accord du délégué du ministre, l'intitulé de l'avant-projet de loi gagnerait à être simplifié comme suit :

"Avant-projet de loi transformant le Code des taxes assimilées au timbre en Code des droits et taxes divers, abrogeant le Code des droits de timbre et portant diverses autres modifications législatives".

Article 3

Un article distinct doit être consacré à chacune des dispositions de nature législative qui doivent être modifiées, remplacées ou insérées, ce qui permet au Parlement de procéder à la discussion, au dépôt d'amendements éventuels et au vote article par article, conformément à l'article 76 de la Constitution.

(Article 1^{er}, en projet, du Code des droits et taxes divers)

Selon l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet, du Code des droits et taxes divers,

"Un droit est établi sur les actes et écritures qui sont décrits aux articles 3 à 10 du présent Code et conformément aux conditions ci-après."

À la différence des autres impôts indirects qui tous portent un nom, ce qui permet de les identifier, à l'instar, par exemple, du "droit d'enregistrement" ², du "droit d'hypothèque" ³, du "droit de greffe" ⁴ ou du "droit de succession" ⁵, le droit que l'avant-projet entend établir est dépourvu de nom propre.

En vue de permettre son identification parmi les impôts indirects et de rendre compte de son objet, il y a lieu de donner à cet impôt un nom. Le Conseil d'État suggère "droit d'écriture".

L'article 1^{er} de l'avant-projet ainsi que les intitulés du Livre I^{er} et des titres I^{er}, II et III seront revus à la lumière de cette observation.

(Articles 6 et 7, en projet, du Code des droits et taxes divers)

Tel qu'il est actuellement rédigé, l'article 7, en projet, du Code des droits et taxes divers est difficilement compréhensible.

Le délégué du ministre a admis la nécessité de revoir la rédaction de cet article. Il a indiqué que les mots "Les actes des huissiers de justice et les procès-verbaux dressés par les huissiers de justice, autres que", figurant au début de l'article 7, seront supprimés.

(²) Voir l'article 1^{er}, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

(³) Voir l'article 259 du même Code.

(⁴) Voir l'article 268 du même Code.

(⁵) Voir l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code des droits de succession.

(Article 8, en projet, dernier alinéa, du Code des droits et taxes divers)

L'exception contenue dans l'article 8, dernier alinéa, in fine, au sujet des "sociétés ou entreprises de capitalisation, de la Caisse des dépôts et consignations et l'Office des Chèques postaux" n'est pas admissible au regard du droit de la concurrence.

(Article 11, en projet, du Code des droits et taxes divers)

1. Ainsi qu'il ressort de l'exposé des motifs joint à l'avant-projet de loi ⁶, les droits visés au Livre premier du Code des droits et taxes divers, en projet, sont dus forfaitairement par type d'acte, alors que sous le système du Code des droits de timbre, ils étaient dus en fonction du nombre de pages que comportait l'acte. Il serait utile de souligner le caractère forfaitaire des droits en cause dans un nouvel alinéa, qui deviendrait l'alinéa 1^{er} de l'article 11.

L'actuel dernier alinéa de l'article 11, qui est une exception à cette règle, devrait suivre immédiatement ce nouvel alinéa 1^{er}, et deviendrait donc l'alinéa 2. Cet alinéa 2 devrait alors commencer par le mot "Toutefois,".

Quant aux actuels alinéas 1^{er} et 3, qui se complètent l'un l'autre, ils devraient se suivre (devenant les alinéas 3 et 4), sans être séparés par l'actuel alinéa 2.

L'actuel alinéa 2 deviendrait l'alinéa 5.

2. Invité à préciser la portée des mots "sous forme digitale", figurant à l'article 11, alinéa 1^{er}, le délégué du ministre a expliqué que ces termes visaient la signature électronique. Il a indiqué que la disposition serait précisée par une référence au texte légal qui définit les conditions de validité d'une telle signature.

Mieux vaudrait utiliser l'expression "signature électronique".

⁽⁶⁾ Voir l'exposé des motifs, haut de la page 5.

(Article 12, en projet, du Code des droits et taxes divers)

L'alinéa 1^{er} de l'article 12, en projet, du Code des droits et taxes divers n'est pas clair en ce qui concerne le rapport entre sa première et sa deuxième phrase. Le délégué du ministre a convenu de la nécessité d'améliorer la rédaction de cette disposition. Il a indiqué qu'à la fin de la première phrase, les mots "suivant l'exigibilité du droit" seraient supprimés. Quant à la deuxième phrase, elle serait modifiée en ce sens que, pour les actes devant faire l'objet d'un enregistrement, le droit pourra être payé postérieurement au délai visé dans la première phrase, au moment où a lieu l'enregistrement de l'acte.

(Articles 13 à 18, en projet, du Code des droits et taxes divers)

Les articles 13 à 18, en projet, du Code des droits et taxes divers utilisent à plusieurs reprises les mots "sans recours". L'exclusion de tout recours n'est pas admissible.

(Article 13, en projet, du Code des droits et taxes divers)

Les "magistrats" n'intervenant pas aux actes visés respectivement aux articles 9 et 10, et 3 à 7, en projet, du Code des droits et taxes divers toute référence à ceux-ci devra être omise à l'article 13, alinéas 1^{er} et 2, de ce Code. Le délégué du ministre a marqué son accord à ce sujet.

(Article 21, en projet, du Code des droits et taxes divers)

Pour satisfaire au principe de la légalité de l'impôt ⁷, consacré par l'article 170 de la Constitution, les exemptions figurant à l'article 21, en projet, du Code des droits et taxes divers doivent être définies avec une grande précision.

⁽⁷⁾ Sur le principe de la légalité de l'impôt et ses implications, voir Tiberghien, Manuel de droit fiscal, 2004, Larcier, pp. 17 à 19.

Le 2° trouve son origine dans l'article 59-1, 5^{ter}, du Code des droits de timbre, inséré par l'article 70, C, de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme ⁸. La matière de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme a toutefois été régionalisée par l'article 6, § 1^{er}, I, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Les régions ont, depuis lors, légiféré en la matière ⁹, de sorte que la loi organique du 29 mars 1962 a été vidée de son contenu. Il convient d'adapter la formulation du 2° à la situation juridique actuelle.

Au 3°, il convient de mentionner la date de la loi visée.

Dispositions transitoires - Disposition abrogatoire

Les deux sous-titres "Dispositions transitoires" et "Disposition abrogatoire" doivent être remplacés par l'intitulé "Titre VIII - Dispositions transitoires et abrogatoire", comportant les articles 24 à 28, en projet, du Code des droits et taxes divers (sous réserve de l'éventuelle omission de l'article 28 de ce Code, comme il est dit ci-après).

(Article 28, en projet, du Code des droits et taxes divers)

Interrogé sur la portée de l'article 28, en projet, du Code des droits et taxes divers le délégué du ministre a répondu qu'il s'agissait de la reproduction d'une disposition de l'ancien Code des droits de timbre ¹⁰. L'utilité de reproduire cette disposition ne serait pas certaine. La disposition en cause serait prévue avant tout pour des raisons de sécurité juridique.

⁽⁸⁾ Moniteur belge du 12 avril 1962.

⁽⁹⁾ Notamment : l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mai 1984 portant le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine; le décret flamand du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire; l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 avril 2004 adoptant le Code bruxellois de l'aménagement du territoire.

⁽¹⁰⁾ Voir l'article 81 du Code des droits de timbre.

Une disposition abrogatoire aussi imprécise ne peut cependant être admise. Il est conseillé d'omettre celle-ci de l'avant-projet. Dans ce cas, l'intitulé du nouveau Titre VIII deviendrait "Dispositions transitoires".

Article 4

Il vaudrait mieux rédiger l'article 4 comme suit :

"Art. 4. Dans la suite du même Code, les intitulés «Section» sont remplacés par les intitulés «Chapitre». "

Article 5

La numérotation des Titres doit recommencer par un nouveau Titre I^{er} au début du Livre II (et, par la suite, au début du Livre III).

Il est dès lors proposé de rédiger l'article 5 comme suit :

"Art. 5. Avant l'actuel Titre VIII du même Code, il est inséré un nouvel intitulé, rédigé comme suit : «Livre II : Taxes diverses».

Les Titres VIII à XIV^{bis} du Code des taxes assimilées au timbre constitueront les Titres I^{er} à X du Livre II du Code des droits et taxes divers."

Article 8

L'article 8 devrait être rédigé comme suit :

"Art. 8. À l'article 199 du même Code, dans lequel la subdivision en paragraphes est omise, l'actuel paragraphe 2, remplacé par l'article 8 de la loi du 22 avril 2003, est abrogé."

.../...

Article 9

Il vaudrait mieux rédiger l'article 9 comme suit :

"Art. 9. Avant l'actuel Titre XV du même Code, il est inséré un nouvel intitulé, rédigé comme suit : «Livre III. Dispositions communes aux droits et taxes divers»."

Article 10

L'article 10 devrait être rédigé comme suit :

"Art. 10. Le Titre XV du Code des taxes assimilées au timbre devient le Titre I^{er} du Livre III du code des droits et taxes divers et porte l'intitulé suivant : «Privilèges et hypothèques»."

Articles 12, 20 et 22

1. La phrase liminaire de l'article 12 sera formulée comme suit :

"Art. 12. Un nouvel intitulé, rédigé comme suit, est inséré avant l'article 202/4 du même Code : «Titre II : Recouvrement, prescription et paiement»."

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour les articles 20 et 22 de l'avant-projet.

2. À l'article 22, plutôt que de viser l'article 206/2, qui a été abrogé, il vaudrait mieux viser l'article 207. Cette solution serait en outre plus cohérente, l'article 207 étant la première disposition du Code des droits et taxes divers, en projet, qui traite des sanctions pénales.

Articles 24 et 25

L'ordre des articles 24 et 25 devrait être inversé. Il paraît en effet plus logique de parler d'abord de l'intitulé d'un Titre et ensuite de son contenu.

L'article 25, devenant l'article 24, devrait être rédigé comme suit :

"Art. 24. Le Titre XVI du Code des taxes assimilées au timbre devient le Titre V du Livre III du Code des droits et taxes divers et porte l'intitulé suivant : «Dispositions communes ¹¹ à tous les impôts»."

Observation finale relative au Chapitre II

L'avant-projet ne précise pas ce qu'il advient de l'actuel Titre XVII du Code des taxes assimilées au timbre, intitulé "Secret professionnel" et comprenant l'article 212 de ce Code ¹². Si ce Titre est censé devenir le Titre VI du Livre III, il conviendra de le préciser dans une disposition nouvelle qui deviendrait l'article 26 de l'avant-projet de loi. La numérotation des dispositions subséquentes devra alors être adaptée en conséquence.

Si l'article 212 est maintenu dans un Titre VI intitulé "Secret professionnel", le pluriel utilisé dans l'intitulé du Titre V, qui ne comprend alors que le seul article 211, ne se justifie pas. Le Titre V devra alors s'intituler "Disposition commune à tous les impôts".

⁽¹¹⁾ Concernant l'usage du pluriel voir ci-après l'observation finale relative au Chapitre II.

⁽¹²⁾ Il ressort de l'exposé des motifs (p. 13) que l'article 212 est maintenu. Il n'est cependant pas précisé si l'intitulé de l'actuel Titre XVII est maintenu ou non.

Article 29

Pour éviter d'insérer, dans l'article 1018 du Code judiciaire, un point 1°*bis*, l'article 29, en projet, pourrait être rédigé comme suit :

"Art. 29. L'article 1018, 1°, du Code judiciaire est remplacé par le texte suivant :

«1° les droits divers, de greffe et d'enregistrement, ainsi que les droits de timbre qui ont été payés avant l'abrogation du Code des droits de timbre».".

Observation finale

Dans l'ensemble de l'avant-projet, il y a lieu de remplacer le code monétaire ISO "EUR" par le mot "euro" en toutes lettres, lequel s'accorde en français ¹³.

⁽¹³⁾ Il y a lieu de constater que l'usage linguistique dans l'avant-projet n'est pas uniforme, voyez ainsi aux articles 3, 4 et 5, en projet, du Code des droits et taxes divers, notamment, l'emploi du code monétaire ISO alors que l'article utilise à juste titre le terme "euro" mais sans l'accorder en nombre.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.194/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 augustus 2006 door de Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 2 oktober 2006 ^(*), van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot invoering van het Wetboek diverse rechten en taksen ingevolge de opheffing van het Wetboek der zegelrechten en de wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, en de wetsartikels die daarnaar verwijzen in het Burgerlijk wetboek, het Gerechtelijk wetboek, het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, de wet tot oprichting van een Kruispuntbank voor ondernemingen en de wet betreffende sommige buiten het Rijk opgemaakte akten van burgerlijke stand", heeft op 25 september 2006 het volgende advies gegeven :

(*) Door faxbericht van 22 augustus 2006.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het voorontwerp

Algemene opmerking omtrent de Franse versie van het voorontwerp

De Franse versie van het voorontwerp bevat tal van onnauwkeurigheden of zelfs onjuistheden. Bij wijze van voorbeeld worden de volgende vergissingen geciteerd :

- in het ontworpen artikel 5 van het Wetboek diverse rechten en taksen worden de woorden "prélèvement forfaitaire global" ten onrechte aangewend als tegenhanger van het Nederlandse woord "recht", terwijl elders in de Franse tekst daarvoor het woord "droit" wordt gebruikt;
- het opschrift van hoofdstuk V, dat in het Nederlands "Wijzigingen in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten" luidt, wordt in het Frans verkeerd weergegeven met de woorden "Modifications au Code des droits d'enregistrement dans les lois fiscales";
- in de memorie van toelichting, op bladzijde 13, worden in de commentaar op artikel 211 de woorden "testament en toekomstige schenkingen" weergegeven door "testament ou dons futurs".

De tekst van de Franse versie van het voorontwerp, zowel het voorontwerp van wet als de memorie van toelichting, moet zeer zorgvuldig worden nagezien. De Franse versie moet inzonderheid worden afgestemd op de woordenschat waarmee wordt gewerkt in soortgelijke bepalingen die reeds in vroegere teksten voorkomen ¹.

Voorts schrijve men "Livre I^{er}", "Chapitre I^{er}", "article 1^{er}", "paragraphe 1^{er}", "alinéa 1^{er}", in plaats van "Livre I", "Chapitre I", "article 1", "paragraphe 1", "alinéa 1".

Dispositief

Opschrift

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het beter zou zijn het opschrift van het voorontwerp van wet eenvoudiger te maken door te schrijven :

"Voorontwerp van wet tot omvorming van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taken tot het Wetboek diverse rechten en taken, tot opheffing van het Wetboek der Zegelrechten en houdende verscheidene andere wetswijzigingen".

Artikel 3

Elk van de bepalingen van wetgevende aard die moet worden gewijzigd, vervangen of ingevoegd, moet in een afzonderlijk artikel worden opgenomen, zodat het Parlement kan overgaan tot de bespreking ervan, tot de eventuele indiening van amendementen en tot de artikelsgewijze stemming overeenkomstig artikel 76 van de Grondwet.

⁽¹⁾ Om maar één voorbeeld te geven : de Franse tekst van het ontworpen artikel 12, tweede lid, van het Wetboek diverse rechten en taken moet worden afgestemd op de tekst van artikel 29 van het Wetboek der Zegelrechten, dat bij het voorontwerp wordt opgeheven.

(Ontworpen artikel 1 van het Wetboek diverse rechten en taksen)

Het ontworpen artikel 1, eerste lid, van het Wetboek diverse rechten en taksen bepaalt :

"Er wordt een recht gevestigd op de akten en geschriften die in de artikelen 3 tot 10 van dit Wetboek worden beschreven en conform de voorwaarden hierna bepaald."

In tegenstelling tot de overige indirecte belastingen die alle een naam dragen, zodat ze kunnen worden herkend, zoals bijvoorbeeld het "registratierecht" ², het "hypotheekrecht" ³, het "griffierecht" ⁴ of het "successierecht" ⁵, draagt het recht dat het voorontwerp beoogt in te voeren geen specifieke naam.

Teneinde die belasting te kunnen herkennen onder de indirecte belastingen en het belastingobject te identificeren, doet men er beter aan een naam te geven aan die belasting. De Raad van State stelt de term "leges" voor.

Artikel 1 van het voorontwerp en de opschriften van boek I en van de titels I, II en III moeten worden herzien in het licht van die opmerking.

(Ontworpen artikelen 6 en 7 van het Wetboek diverse rechten en taksen)

Het ontworpen artikel 7 van het Wetboek diverse rechten en taksen is in zijn huidige lezing moeilijk te begrijpen.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de redactie van dit artikel moet worden herzien. Hij heeft erop gewezen dat de woorden "De akten van gerechtsdeurwaarders en de processen-verbaal van gerechtsdeurwaarders, andere dan", die voorkomen aan het begin van artikel 7, moeten vervallen.

⁽²⁾ Zie artikel 1, tweede lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

⁽³⁾ Zie artikel 259 van hetzelfde Wetboek.

⁽⁴⁾ Zie artikel 268 van hetzelfde Wetboek.

⁽⁵⁾ Zie artikel 1, eerste lid, 1°, van het Wetboek der successierechten.

(Ontworpen artikel 8, laatste lid, van het Wetboek diverse rechten en taksen)

De uitzondering vervat in artikel 8, laatste lid, in fine, in verband met de "kapitalisatievennootschappen of -ondernemingen, de Deposito- en Consignatiekas en het Bestuur der Postcheques", is niet aanvaardbaar in het licht van het concurrentierecht.

(Ontworpen artikel 11 van het Wetboek diverse rechten en taksen)

1. Zoals blijkt uit de memorie van toelichting gevoegd bij het voorontwerp van wet ⁶, zijn de rechten genoemd in het ontworpen boek I van het Wetboek diverse rechten en taksen forfaitair verschuldigd per type van akte, terwijl ze onder de regeling van het Wetboek der Zegelrechten verschuldigd waren naargelang van het aantal bladzijden van de akte. Het zou dienstig zijn in een nieuw lid, dat het eerste lid van artikel 11 zou worden, erop te wijzen dat de desbetreffende rechten een forfaitair bedrag zijn.

Het huidige laatste lid van artikel 11, dat een uitzondering is op die regel, moet onmiddellijk volgen op dat nieuwe eerste lid, en wordt dan het tweede lid. Dit tweede lid moet dan eindigen als volgt : "... is het recht evenwel op elk exemplaar verschuldigd".

Het huidige eerste en derde lid, die elkaar aanvullen, moeten op elkaar volgen (en het derde en vierde lid vormen), zonder dat ze van elkaar worden gescheiden door het huidige tweede lid.

Het huidige tweede lid wordt dan het vijfde lid.

2. De gemachtigde van de minister heeft, op de vraag om de draagwijdte van de woorden "in digitale vorm" te preciseren die in artikel 11, eerste lid, voorkomen, uiteengezet dat die woorden de elektronische handtekening betreffen. Hij heeft erop gewezen dat de bepaling zou worden gepreciseerd door verwijzing naar de wettekst die de voorwaarden voor de geldigheid van een zodanige handtekening vastlegt.

⁽⁶⁾ Zie de memorie van toelichting, bovenaan blz. 5.

Het zou beter zijn de uitdrukking "elektronische handtekening" te gebruiken.

(Ontworpen artikel 12 van het Wetboek diverse rechten en taksen)

Het eerste lid van het ontworpen artikel 12 van het Wetboek diverse rechten en taksen is niet duidelijk wat betreft het verband tussen de eerste en de tweede zin ervan. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de redactie van die bepaling moet worden verbeterd. Hij heeft gesteld dat de woorden "volgend op het verschuldigd worden van het recht" aan het eind van de eerste zin zullen vervallen. De tweede zin zal aldus worden gewijzigd dat, voor de akten die geregistreerd moeten worden, het recht betaald kan worden na afloop van de termijn gesteld in de eerste zin, wanneer de akte wordt geregistreerd.

(Ontworpen artikelen 13 tot 18 van het Wetboek diverse rechten en taksen)

In de ontworpen artikelen 13 tot 18 van het Wetboek diverse rechten en taksen komt meermaals de uitdrukking "zonder verhaal" voor. Het uitsluiten van ieder verhaal is onaanvaardbaar.

(Ontworpen artikel 13 van het Wetboek diverse rechten en taksen)

Vermits de "magistraten" niet optreden ten aanzien van de akten die respectievelijk bedoeld zijn in de ontworpen artikelen 9 en 10, en 3 tot 7, van het Wetboek diverse rechten en taksen, moet iedere verwijzing naar hen vervallen in artikel 13, eerste en tweede lid, van dit Wetboek. De gemachtigde van de minister is het ermee eens.

(Ontworpen artikel 21 van het Wetboek diverse rechten en taksen)

Met inachtneming van het beginsel van de wettelijkheid van de belasting ⁷, dat is vastgelegd in artikel 170 van de Grondwet, moeten de vrijstellingen voorgeschreven bij het ontworpen artikel 21 van het Wetboek diverse rechten en taksen zeer precies worden gedefinieerd.

Punt 2° vindt zijn oorsprong in artikel 59-1, 5^{ter}, van het Wetboek der Zegelrechten, ingevoegd bij artikel 70, C, van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw ⁸. De materie van ruimtelijke ordening en stedenbouw is evenwel geregionaliseerd bij artikel 6, § 1, I, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen. De gewesten hebben intussen wetgevende bepalingen ter zake uitgevaardigd ⁹, zodat de organieke wet van 29 maart 1962 uitgehold is. De formulering van punt 2° moet worden aangepast aan de huidige rechtstoestand.

In punt 3° moet de datum van de genoemde wet worden vermeld.

Overgangsbepalingen - Intrekkingbepaling

De twee bijtitels "Overgangsbepalingen" en "Intrekkingbepaling" moeten worden vervangen door het opschrift "Titel VIII - Overgangsbepalingen en opheffingsbepaling", welke titel de ontworpen artikelen 24 tot 28 van het Wetboek diverse rechten en taksen bevat (onder voorbehoud van de eventuele weglating van artikel 28 van dit Wetboek, zoals hierna wordt voorgesteld).

⁽⁷⁾ Zie, wat betreft het beginsel van de wettelijkheid van de belasting en de implicaties ervan, Tiberghien, Manuel de droit fiscal, 2004, Larcier, blz. 17 tot 19.

⁽⁸⁾ Belgisch Staatsblad van 12 april 1962.

⁽⁹⁾ Inzonderheid het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 mei 1984 houdende het Waals Wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, het Vlaams decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 april 2004 houdende vaststelling van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening.

(Ontworpen artikel 28 van het Wetboek diverse rechten en taksen)

De gemachtigde van de minister heeft, op de vraag wat de draagwijdte is van het ontworpen artikel 28 van het Wetboek diverse rechten en taksen, geantwoord dat dit artikel een bepaling overnam uit het vroegere Wetboek der Zegelrechten¹⁰. De vraag is of het wel dienstig is die bepaling over te nemen. Die bepaling zou bovenal om redenen van rechtszekerheid worden overgenomen.

Een dermate onduidelijke opheffingsbepaling is echter onaanvaardbaar. Aanbevolen wordt dat ze uit het voorontwerp wordt weggelaten. In dat geval zou het opschrift van de nieuwe titel VIII als volgt luiden : "Overgangsbepalingen".

Artikel 4

Het zou beter zijn artikel 4 als volgt te redigeren :

"Art. 4. Verder in hetzelfde Wetboek worden de opschriften "Sectie" vervangen door de opschriften "Hoofdstuk".

Artikel 5

De nummering van de titels moet aan het begin van boek II (en verder aan het begin van boek III) opnieuw aanvangen met "Titel I".

Derhalve wordt voorgesteld artikel 5 als volgt te redigeren :

"Art. 5. Voor de huidige titel VIII van hetzelfde Wetboek wordt een nieuw opschrift ingevoegd, luidende : "Boek II : Diverse taksen".

De titels VIII tot XIV^{bis} van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen vormen de titels I tot X van boek II van het Wetboek diverse rechten en taksen."

⁽¹⁰⁾ Zie artikel 81 van het Wetboek der Zegelrechten.

Artikel 8

Artikel 8 moet als volgt worden gesteld :

"Art. 8. In artikel 199 van hetzelfde Wetboek, waarin de onderverdeling in paragrafen vervalst, wordt de huidige paragraaf 2, vervangen bij artikel 8 van de wet van 22 april 2003, opgeheven."

Artikel 9

Het zou beter zijn artikel 9 als volgt te redigeren :

"Art. 9. Voor de huidige titel XV van hetzelfde Wetboek wordt een nieuw opschrift ingevoegd, luidende : "Boek III : Bepalingen gemeen aan de diverse rechten en taksen".

Artikel 10

Artikel 10 moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 10. Titel XV van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen wordt titel I van boek III van het Wetboek diverse rechten en taksen en heeft het volgende opschrift : "Voorrechten en hypotheke"."

Artikelen 12, 20 en 22

1. De inleidende zin van artikel 12 moet als volgt worden gesteld :

"Art. 12. Voor artikel 202/4 van hetzelfde Wetboek wordt een nieuw opschrift ingevoegd, luidende : "Titel II : Invordering, verjaring en betaling"."

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de artikelen 20 en 22 van het voorontwerp.

.../...

2. Het zou beter zijn in artikel 22 te verwijzen naar artikel 207, veeleer dan te verwijzen naar artikel 206/2, dat is opgeheven. Deze oplossing zou bovendien coherenter zijn, daar artikel 207 de eerste bepaling is van het ontworpen Wetboek diverse rechten en taksen, dat de strafbepalingen betreft.

Artikelen 24 en 25

De volgorde van de artikelen 24 en 25 moet worden omgewisseld. Het is immers logischer eerst het opschrift van een titel te behandelen, en vervolgens de inhoud ervan.

Artikel 25, dat artikel 24 wordt, moet als volgt worden gesteld :

"Art. 24. Titel XVI van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen wordt titel V van boek III van het Wetboek diverse rechten en taksen en heeft het volgende opschrift : "Bepalingen ¹¹ gemeen aan alle belastingen"."

Slotopmerking betreffende hoofdstuk II

Het voorontwerp preciseert niet wat te gebeuren staat met de huidige titel XVII van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, met als opschrift "Beroepsgeheim", die artikel 212 van dat Wetboek bevat ¹². Indien die titel geacht wordt titel VI van boek III te worden, moet zulks gepreciseerd worden in een nieuwe bepaling, die artikel 26 van het voorontwerp van wet wordt. De nummering van de daarop volgende bepalingen moet alsdan dienovereenkomstig worden aangepast.

⁽¹¹⁾ Omtrent het gebruik van het meervoud, zie de slotopmerking hierna betreffende hoofdstuk II.

⁽¹²⁾ Uit de memorie van toelichting (blz. 13) volgt dat artikel 212 gehandhaafd blijft. Er wordt evenwel niet bepaald of het opschrift van de huidige titel XVII al dan niet behouden blijft.

Indien artikel 212 gehandhaafd blijft in een titel VI, met als opschrift "Beroepsgeheim", is de meervoudsvorm in het opschrift van titel V, die alsdan alleen artikel 211 bevat, niet verantwoord. Het opschrift van titel V moet in dat geval luiden: "Bepaling gemeen aan alle belastingen".

Artikel 29

In artikel 1018 van het Gerechtelijk Wetboek hoeft geen punt 1°*bis* te worden ingevoegd indien het ontworpen artikel 29 als volgt wordt geredigeerd :

"Art. 29. Artikel 1018, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek wordt vervangen als volgt :

«1° de diverse, griffie- en registratierechten, alsook de zegelrechten die voor de afschaffing van het Wetboek der zegelrechten zijn betaald»."

Slotopmerking

De ISO-afkorting "EUR" moet in geheel het voorontwerp worden vervangen door het substantief "euro", voluit geschreven, in het enkelvoud ¹³.

⁽¹³⁾ Op te merken valt dat de opgaaf van de munteenheid in het voorontwerp niet eenvormig is; zie eveneens, in de ontworpen artikelen 3, 4 en 5 van het Wetboek diverse rechten en taksen, inzonderheid het gebruik van de uitdrukking EUR, terwijl in artikel 9 terecht de term euro gebruikt wordt, maar in de Franse tekst ten onrechte in het enkelvoud.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS